Matthieu de Nanteuil

L'Europe au-delà d'elle-même : un nouveau souffle ?

La « Stratégie de Lisbonne » affichait dès sa naissance des objectifs ambitieux en matière de compétitivité et d'emploi : il s'agissait de faire de l'Union européenne l'économie de la connaissance la plus compétitive au monde, avec un haut niveau d'emploi et de cohésion sociale. A l'intérieur d'un cadre macro-économique qui a privilégié la lutte contre l'inflation sur la baisse structurelle du chômage, cette stratégie cherchait avant tout à coordonner les politiques nationales (notamment à travers les Plans nationaux pour l'emploi) et à compléter cette coordination par des fonds structurels (FSE, Fonds « mondialisation », etc.).

La crise actuelle révèle à la fois l'importance des objectifs affichés et la faiblesse des résultats obtenus. Les eurosceptiques incriminent la construction même de la Stratégie de Lisbonne, trop dépendante à leurs yeux d'une vision néolibérale. Les néolibéraux plus ou moins europhiles considèrent au contraire que la Stratégie de Lisbonne trace une voie nécessaire, mais que les marchés nationaux du travail ne se sont pas suffisamment adaptés à la nouvelle donne de la globalisation. Quant aux européens sociaux, ils ne savent pas très bien sur quel pied danser : au-delà des discours, le bon équilibre entre une politique macro-économique coordonnée à l'échelle de l'Union et la mise en œuvre de garanties sociales valables pour tous les citoyens européens semble impossible à atteindre. Peut-on aller plus loin ? Oui, si l'on se donne les moyens d'un diagnostic différent. Telle est la thèse que suggère cet article, qui propose de la décliner en trois temps : (i) la crise que connaît aujourd'hui l'Union n'est pas d'abord une crise économique mais une crise symbolique, relative à l'idée de citoyenneté européenne. Cette crise explique en grande partie la faiblesse des résultats obtenus par la Stratégie de Lisbonne, mais aussi l'incapacité de l'Union à faire preuve de créativité politique face à la crise ; (ii) un regard rétrospectif sur la construction européenne permet de mieux comprendre quelle fut la forme politique de l'Europe avant Lisbonne, avec ses forces et ses faiblesses ; (iii) un regard prospectif propose de tenir compte de cette histoire pour renouveler la question de l'identité européenne et apporter des réponses aux citoyens européens dans plusieurs domaines.

De Rome à Maastricht, l'Europe d'avant Lisbonne n'était pas nécessairement plus vertueuse que celle qui tente de faire son entrée dans le XXIe siècle.

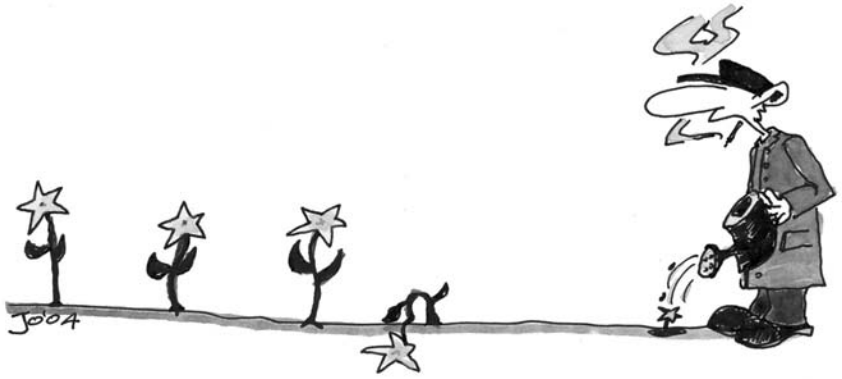
I – Une crise du symbolique : la citoyenneté européenne en question

En dépit des reformulations auxquelles elle a pu donner lieu, la Stratégie de Lisbonne a été bâtie sur une hypothèse qui, avec le temps, s'est avérée largement insuffisante. Cette hypothèse peut être énoncée de la manière suivante : dans ses grandes lignes, la Stratégie de Lisbonne a considéré que l'idée de citoyenneté européenne allait de soi. Et qu'il suffirait de compléter les lignes fondatrices de l'U.E.M. par un ensemble de préoccupations en matière de croissance et d'emploi pour faire de l'U.E. un espace civique harmonieux, produit d'une économie hautement compétitive et d'une solidarité étendue. La réalité est autrement plus cruelle, c'est une évidence. Mais la brutalité de la crise économique actuelle ne doit pas masquer la faiblesse d'une orientation politique qui lui était bien antérieure.

Au-delà du fait que l'Europe de Lisbonne n'était pas armée pour réguler un capitalisme profondément modifié par la libre circulation des capitaux à l'échelle planétaire, au-delà du fait qu'elle n'a pas su dépasser le registre de la coordination pour proposer quelques axes politiques fédérateurs, elle a développé un ensemble de discours et pratiques sur « l'inclusion sociale » ou la « participation des citoyens » à une époque où ces notions ont été vidées de leur signification. Car ce qui sous-tend de telles notions n'est pas seulement le sentiment d'appartenance à un ensemble, mais l'idée plus fondamentale que cette appartenance s'inscrit dans une sorte de continuité identitaire entre les citoyens et leurs dirigeants. Or cette continuité a volé en éclats avec une guerre des Balkans

Matthieu de Nanteuil est professeur de sociologie à l'UCL, membre du CID-LaGIS (UCL, Laboratoire Globalisation, Institution, Subjectivité) et membre associé au LISE (CNRS, Laboratoire interdisciplinaire pour la sociologie économique) et au TEOPOCO (Université Nationale de Colombie, Théories politiques contemporaines).

ayant profondément sapé l'idéal pacifique de l'aventure européenne, un élargissement mené sur la base de critères imposés, largement inadaptés aux nouveaux entrants, et une mondialisation économique échappant, au moins pour une part, à la maîtrise des Etats nations traditionnels. Pour asseoir sa légitimité, la Stratégie de Lisbonne a mobilisé la figure abstraite du « citoyen européen » au moment où, dans les faits, celle-ci entamait une décrue quasi-irréversible.



2 – Un regard rétrospectif : une citoyenneté européenne en émergence, mais historiquement périmée

Cela étant, il n'est jamais bon d'idéaliser le passé. De Rome à Maastricht, l'Europe d'avant Lisbonne n'était pas nécessairement plus vertueuse que celle qui tente de faire son entrée dans le XXI^e^ siècle. Comme toute construction politique libérale, elle a confié la direction de l'appareil politique à une bureaucratie, où travaillent des experts de haut niveau mais coupés des réalités nationales ; elle s'est construite à travers la fiction de la représentation, forme nécessaire de la démocratie mais incapable de rendre compte de la diversité des expériences de vie, au-delà des simples différences d'opinion ; elle a accompagné le développement d'un individualisme possessif, censé constituer le fondement de l'économie et du droit. Pourtant, ces différents éléments n'ont pas empêché la formation progressive de l'idée de citoyenneté européenne, qui a trouvé des relais à l'extérieur de la vie politique *stricto sensu.* On peut citer, sans prétendre être exhaustif : une politique de redistribution audacieuse, en particulier pour le financement des nouveaux entrants (Irlande, Espagne, Portugal) ; le maintien de l'identité des Etats nations, qui formaient une sorte de trait d'union entre l'Union et chacun de ses citoyens ; la mémoire active de la Seconde Guerre mondiale – de la Shoah en particulier –, permettant de référer la construction européenne à une mise en récit de l'aventure européenne, à une base symbolique commune, mais n'éliminant ni les traitements contradictoires ni les réinterprétations partielles. Il est pourtant devenu évident que, face aux limites du projet politique libéral, de telles « compensations » ne sont plus valides. L'élargissement vers l'Est s'est fait à budget constant, sans qu'aucune politique d'accompagnement structurelle ne soit mise en place à l'égard des nouveaux entrants ; avec la mondialisation et l'intégration renforcée dans l'U.E., les Etats nations ont vu leur crédibilité se réduire de façon décisive, sans qu'une structure équivalente soit aujourd'hui en passe de les remplacer ; quant à la transmission mémorielle de la Seconde Guerre mondiale et de la Shoah, elle est en train de s'estomper au fil des générations.

3 – Un regard prospectif : forger une nouvelle conception de la citoyenneté, à partir d'une conscience critique des responsabilités de l'Europe dans le monde d'aujourd'hui

Peut-on tenter de réfléchir à un nouveau dessein européen ? Conformément à ce qui a été indiqué à l'instant, il ne s'agit pas d'énoncer une énième stratégie, cherchant à trouver un point d'équilibre entre des objectifs économiques et sociaux à certains égards irréconciliables. L'idée serait plutôt d'identifier les lignes de force de la question européenne, condition de la reformulation de son identité et de son devenir. De façon trop brève, plusieurs points peuvent là encore être identifiés :

- *s'attaquer aux nouvelles frontières de la marchandisation :* des droits sociaux nationaux sont nés des dispositifs de protection sociale apportant aux salariés un sentiment de sécurité, face à l'agressivité de la concurrence entre firmes, mais aussi entre personnes. Parallèlement, ils ont permis de stabiliser le cadre légal de l'activité économique, en contribuant à générer des pratiques de régulation diverses sur l'ensemble du continent européen. Or les différentiels juridiques entre Etats membres (principalement fiscaux et sociaux) placent les protections juridiques nationales sous la contrainte d'un régime de concurrence généralisée. Sous couvert de protection, cette situation conduit à une remarchandisation de la personne du travailleur – ou, pour être plus précis, à une marchandisation de deuxième niveau. En effet, le problème n'est pas que les travailleurs aient ou non des droits, mais le fait qu'il existe désormais une sélectivité en amont du droit, capable d'organiser des transferts massifs de main d'œuvre en l'absence d'un contrôle juridique sur le sujet. Au moins autant que la question de la contribution de chacun des Etats membres à « la caisse commune » de l'Union, la possibilité de relever le défi de la question sociale européenne face à une marchandisation d'un genre nouveau est au cœur de la citoyenneté européenne de demain ;

- *mettre au point une méthodologie de diagnostic sur les grandes questions européennes :* si l'horizon de la question sociale est assez clair, cela ne veut pas dire que les solutions soient simples. Il en va de même pour tous les dossiers traités par les institutions européennes. La méthode du paquet énergie/climat, géré par la présidence française, fut intéressante en favorisant une approche par consensus. Mais le traitement des questions relatives aux frontières de l'Union – en particulier la question épineuse de l'accueil des étrangers – demeure un sujet de préoccupation majeur. Derrière

ce dissensus se pose en fait le problème de l'orientation générale de la politique européenne : la possibilité de traiter les grandes questions de société de manière approfondie suppose de s'appuyer sur les acteurs sociaux européens pour identifier, débattre, confronter, élucider. L'Europe de la mise en problème n'a jamais été aussi urgente qu'aujourd'hui, à une époque où les réponses ne peuvent simplement venir des experts ou des élus. Elle n'en est pourtant encore qu'à ses balbutiements ;

- *créer les conditions d'une appropriation mémorielle de l'aventure européenne :* aujourd'hui, nombre de spécialistes s'interrogent sur les conditions d'un projet européen, que celui-ci prenne la forme d'un idéal européen décliné sous la forme de compromis inaboutis où, de façon plus crédible, d'une « Europe des projets », attachée à la construction d'une citoyenneté post-nationale disposant en même temps d'une assise pragmatique. Mais l'échec du projet de *Constitution pour l'Europe* semble avoir donné un sérieux coup d'arrêt à une Europe envisagée seulement du point de vue de son rapport à l'avenir. A l'inverse, il n'est pas impossible qu'une partie des ressources pour le futur de la construction européenne se trouve dans une capacité à faire retour sur soi, alors que l'élargissement a révélé une Europe de l'Ouest peu préparée aux enjeux identitaires de l'Est, auxquels elle n'a bien souvent su opposer qu'une gestion assez instrumentale de l'entrée des nouveaux pays membres. Pourtant, la crise des Balkans et les enjeux mémoriels liés à l'entrée possible de la Serbie dans l'U.E., ou encore l'âpreté des débats relatifs à l'entrée de la Turquie, révèlent, à leur manière, l'importance d'un travail de mémoire européen, qui ne peut se réduire à un « Yalta mémoriel » opposant les descendants du monde libre à leurs anciens adversaires. Ce qui est en jeu, c'est au contraire l'entrée dans une Europe du différend et du symbolique, dans laquelle une parole puisse surgir face à la diversité des mémoires. A l'inverse, on sait que la tentation communautaire se réveille souvent face au vide entretenu sur ce plan. Sans préjuger de la capacité des sociétés européennes à traiter cette question, il n'est pas impossible qu'elle demeure l'une des chevilles ouvrières d'une conscience européenne pour les générations futures. ◆

4e rencontres internationales de « Globalisation de la solidarité »

du 22 au 25 avril 2009 à Schifflange, la Kulturfabrik et la Maison du Peuple à Esch/Alzette

Après Lima 1997, Québec 2001 et Dakar 2005, les acteurs de l'économie sociale et solidaire se sont donnés rendez-vous, pour la première fois en Europe, au Luxembourg. La thématique générale des rencontres sera de mettre en valeur qu' « une autre économie existe : les innovations de l'économie sociale et solidaire ».

L'économie sociale et solidaire (ESS) est multiple et se développe maintenant sur tous les continents comme une manière pour les communautés de s'organiser dans les territoires. Commerce équitable, finances éthiques, services aux personnes, projets culturels, tourisme solidaire, circuits courts de producteurs/consommateurs, entreprises solidaires, etc. L'ESS intervient dans tous les secteurs et se caractérise par une manière de faire autre l'économie de façon plus collective, solidaire, respectueuse de son environnement et démocratique.

Sous la coordination d'INEES (Institut européen d'économie sociale et solidaire, basé au Luxembourg), fin avril, ce sont près de 1 000 délégués provenant du monde entier qui viendront partager leurs expériences, définir les éléments de débat et faire des propositions concrètes au bout de trois jours d'atelier (cf. programme ci-contre).

Il est temps de réfléchir à l'avenir sur d'autres bases et avec tous pour une économie plurielle mieux équilibrée. C'est ce à quoi seront dédiées les séances plénières de Lux'09 :

- dans un premier temps, le jeudi 23 avril de 14 h 30 à 16 h 30, ce sera un temps d'interrogation avec des élus et des représentants d'entreprises pour mieux comprendre pourquoi les initiatives de l'économie solidaire ne sont pas mieux prises en compte dans les lieux de décision et comment faire évoluer cette situation ;

- dans un second temps, le vendredi 24 avril de 14 h 30 à 16 h 30, ce sera un temps de croisement des idées avec d'autres mouvements sociaux qui, chacun à leur manière, promeuvent le progrès sociétal pour imaginer des stratégies communes.

L'économie sociale et solidaire n'est pas encore à la hauteur des espérances que portent ses valeurs. Avec humilité et ambition, Lux'09 veut inscrire ce mouvement, porté par le RIPESS (Réseau intercontinental de promotion de l'économie sociale et solidaire), dans le débat international pour faire valoir le point de vue des citoyens avec pragmatisme… et la dose d'utopie qui sont à la genèse de tous les mouvements porteurs de changement. ◆

Contact : Eric Lavillunière (lavilluniere@inees.org)

Programme

	ME 22 Avril	JE 23 Avril	VE 24 Avril	SA 25 Avril
		On illustre	On débat	On propose
09h30 - 11h00		Ateliers 1 a	Ateliers 1 b	Ateliers 1 c
11h30 - 13h00		Ateliers 2 a	Ateliers 2 b	Ateliers 2 c
repas				
14h30 - 16h30	Rencontres continentales	Plénière élus, institutions internationales	Plénière rencontre avec les autres mouvements de la société civile	Ateliers thématiques
17h00 - 19h00	Ouverture du Forum Inauguration du village	Rencontres continentales	Rencontre intercontinentale	Plénière de clôture Déclaration finale
soirée				

Treize thématiques abordées en ateliers 3 temps.
Ces ateliers ont déjà commencé en ligne, participez-y! www.lux09.lu

ATELIERS SERIE 1

0 Formation, éducation citoyenne et ESS. Quels sont les compétences, les contenus et les institutions de formation des acteurs professionnels dans le domaine de l'économie sociale et solidaire? L'éducation citoyenne, une éducation et un apprentissage commun et une force créatrice collective. Quels collaborations et partenariats? **- INEES; MES, RCDEC-CCEDNET**

1 ESS et co-construction des politiques publiques. L'ESS repose sur un projet à la fois économique, social et politique. Des partenariats se construisent avec les gouvernements locaux. De quelle nature sont-ils? Quels processus sont mis en œuvre? Regards croisés avec des élus et des acteurs. **- REVES; RTES.**

2 ESS, services sociaux d'intérêt général et biens communs. Les services sociaux et les biens communs tels que l'eau répondent à l'intérêt général et représentent une part importante d'activité économique et d'emplois. Comment, en cohérence avec ses valeurs, l'ESS prend-elle en compte ce potentiel de croissance? **- Think tank européen Pour la Solidarité.**

3 Entrepreneuriat solidaire. Ou comment partout dans le monde des initiatives démontrent qu'il est possible d'entreprendre autrement, où c'est l'être humain qui est au centre des préoccupations et non la maximisation du profit. **- ENSIE.**

4 ESS et environnement. L'ESS se développe dans un cadre de développement durable: quelles implications et avancées conjointes cela signifie? **- RESSOURCES.**

5 ESS et souveraineté alimentaire. La souveraineté alimentaire n'est possible qu'avec une véritable souveraineté économique. Celle-ci peut s'acquérir en développant des projets d'ESS qui ne sont pas des palliatifs au système actuel, mais des alternatives qui garantissent l'autosuffisance, une alimentation saine et la biodiversité. **- FIMARC.**

6 Production et consommation responsables. Des entreprises et des partenariats plus responsables pour changer la façon de faire du commerce au niveau global et local. **- WFTO; URGENCI; IRIS.**

ATELIERS SERIE 2

7 Participation démocratique et ancrage territorial. La participation des habitants à la démocratie locale permet de répondre efficacement aux besoins des communautés. Comment faire en sorte d'organiser au mieux cette participation, qu'elle soit réelle et aux bonnes échelles du local au mondial? **- Pactes locaux (FPH).**

8 Recherche et conceptualisation de l'ESS. La perspective théorique d'une économie plurielle met en œuvre des processus innovants de coproduction de savoirs entre chercheurs et acteurs faisant écho à la contestation par la société civile de la mondialisation libérale. Avec quelles perspectives ? **- EMES; INEES.**

9 Les réseaux dans l'ESS. Forger des alliances et rassembler les acteurs de l'alternative économique s'avère un enjeu essentiel pour renforcer les expériences de terrain. Le fonctionnement en réseaux est aussi un modèle économique. Mais avec quels méthodes participatives et mode d'organisation le mettre en œuvre? **- SAW-B.**

10 Communication et systèmes de gestion de l'information de l'ESS. Comment appréhender la communication dans les medias, en direction des autorités publiques, des entreprises et du grand public pour rendre compte et faire passer les valeurs de l'ESS? **- FIMAREC.**

11 ESS et action syndicale. Le mouvement syndical et l'économie sociale et solidaire ont une longue histoire commune. La vague néolibérale a obligé ces deux protagonistes à redéfinir leurs stratégies. Pour quel nouveau pacte de collaboration adapté? **- FGTB; OGB-L.**

12 ESS et finances solidaires. Chaque citoyen est à la fois épargnant et consommateur, il est donc un acteur économique qui peut orienter ses choix. Du micro crédit aux banques sociales/durables, en passant par les monnaies sociales/locales, on peut agir en faveur d'un développement durable et construire collectivement les stratégies adéquates. **- INAISE.**